

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2147

19 août 2015

### SOMMAIRE

Arjufra Group Holding S.à r.l. ....	103056	Raiffeisen Members .....	103036
Bristol-Myers Squibb Luxembourg S.à r.l. ...	103056	Real Properties S.A. ....	103036
Carrelages Jean Feitler S.à r.l. ....	103016	Real Properties S.A. ....	103037
Caterman S.A. ....	103016	Robin's Garage sàrl .....	103036
Compagnie Financière La Luxembourgeoise .....	103016	S.A. Enemge .....	103037
Cott Luxembourg .....	103017	Simple Media S.à r.l. ....	103011
eBay Treasury S.à r.l. ....	103036	Sixty International S.A. ....	103013
Japan Universal Holdings S.à r.l. ....	103027	Sixty International S.A. ....	103037
Kareta Car S.A. ....	103031	Sorbier S.A. ....	103053
Lesalg S.à r.l. ....	103027	Strapar Sàrl .....	103053
Liris S.A. ....	103027	Swiss Life Immo-Arlon .....	103053
Lux e-shelter 1 .....	103037	Targaryen Security 1 S.à r.l. ....	103034
Massena Private Investments - SICAV .....	103039	Teal Brackmills S.à r.l. ....	103054
Melly S.à r.l. ....	103053	Teal Corby S.à r.l. ....	103054
Nebra Holding S.à r.l. ....	103014	Teal Darlaston S.à r.l. ....	103054
PACA .....	103018	Teal Doncaster S.à r.l. ....	103055
Padaro S.A. ....	103034	Teal Glasshoughton S.à r.l. ....	103012
Panev S.A. ....	103013	Teal Hams Hall S.à r.l. ....	103055
P.F. Logistic B .....	103013	Teal Houghton Main S.à r.l. ....	103011
P.F. Offices .....	103027	Teal Huntingdon S.à r.l. ....	103015
P.F. Offices A .....	103013	Teal Rugeley S. à r.l. ....	103055
P.F. Retail BZ .....	103031	Teknon Investments S.A. ....	103012
Pixx S.A. ....	103034	Telicse S.à r.l. ....	103010
PLIS S.à r.l. ....	103034	Thalassa Financial S.A. ....	103010
Polaris Architects S.à r.l. ....	103011	Tishman Speyer Marnix Holdings S.à r.l. ...	103010
Polygone .....	103035	Un der Äisch S.à r.l. ....	103012
Premium Capital Investments (P.C.I.) S.A. ...	103035	Vanpart S.à r.l. ....	103012
Pro Fencing Holdings S.A. ....	103035	Verita F .....	103035
		Xena S.A. ....	103017

**Telicse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3857 Schiffflange, 24, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 36.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096365/9.

(150106408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Thalassa Financial S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 138.328.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 1<sup>er</sup> juin 2015*

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- Monsieur Ronald McLean Adair, administrateur de sociétés, demeurant La Grande Route de Faldouet, GB - St. Martin, Jersey, Président;

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2015.

Référence de publication: 2015096366/23.

(150106273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Tishman Speyer Marnix Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 57.500,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 117.099.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 15 juin 2015 les décisions suivantes:

- Reconnaître que les personnes suivantes ont démissionné de leur fonction de gérants de catégorie A de la Société avec effet immédiat:

\* M. Florian Reiff;

\* M. Paul Anthony Galiano;

\* M. Jerry I. Speyer;

\* Mme Katherine Farley;

\* M. Robert J. Speyer; et

\* M. Michael Philip Maurice Spies.

- Reconnaître que les personnes suivantes ont démissionné de leur fonction de gérants de catégorie B de la Société avec effet immédiat:

\* Mme Joséphine Andonissamy;

\* M. Joao Antonio Carocha Rolo;

\* M. Pascal Brayeur;

\* M. Gysbert Van Reenen Muller

- nommer M. Roel Schrijen, né le 30 juin 1973 à Sittard, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- nommer M. David Anving, né le 19 février 1982 à Tvååker, Suède, demeurant professionnellement au 250 Kings Road, SW3 5UE Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- nommer M. Emil Haraldsson, né le 4 avril 1979 à Landeryd, Suède, demeurant professionnellement au c/o Brunswick Invest II AB, Norrlandsgatan, 15, 111 43 Stockholm, Suède, en tant que gérant de catégorie de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- reconnaître que le conseil de gérance est dès lors composé, au 15 juin 2015, des personnes suivantes:

\* M. Roel Schrijen, gérant de catégorie A;

\* David Anving, gérant de catégorie A; et

\* Emil Haraldsson, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015096358/39.

(150106403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Houghton Main S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 7.584.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 102.104.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 379.200 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096349/18.

(150106346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Simple Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8063 Bertrange, 18, rue Batty Weber.

R.C.S. Luxembourg B 176.799.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096297/9.

(150106802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Polaris Architects S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1727 Luxembourg, 38, rue Arthur Herchen.

R.C.S. Luxembourg B 105.989.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2015096232/11.

(150106497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teknon Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 101.101.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 18 juin 2015*

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Veillez prendre note que

(i) Messieurs Mark VRIJHOEF et Emanuele GRIPPO, administrateurs B, résident désormais professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert;

(ii) la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., commissaire, a transféré son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour TEKNON INVESTMENTS S.A.*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015096362/18.

(150106376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Un der Äisch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8376 Kahler, 3, Un der Äisch.  
R.C.S. Luxembourg B 174.994.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 19/06/2015.

Référence de publication: 2015096376/10.

(150106960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Vanpart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.  
R.C.S. Luxembourg B 114.834.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 19/06/2015.

Référence de publication: 2015096387/10.

(150106962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Glasshoughton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 133.254.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 750 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

*Signature*

Référence de publication: 2015096347/18.

(150106347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Sixty International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 64.620.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SIXTY INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2015096321/10.

(150106355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Panev S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 41.036.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2015*

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Onno Bouwmeister, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Christian Knauff, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015096243/18.

(150106950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**P.F. Offices A, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.  
R.C.S. Luxembourg B 122.930.

EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

*Geschäftsführer*

Référence de publication: 2015096224/12.

(150106424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**P.F. Logistic B, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.  
R.C.S. Luxembourg B 122.949.

EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

*Geschäftsführer*

Référence de publication: 2015096221/12.

(150106229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Nebra Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 157.902.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of the month of June;  
Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Lypkirk Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Uglan House, KY1-1104 Grand Cayman,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the “Proxy-holder”), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed “ne varietur” by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, declares and requests the officiating notary to act:

1. That the company “Nebra Holding S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the law of Luxembourg with a share capital of twenty thousand US dollars (USD 20,000), having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 157.902, (the “Company”), has been incorporated pursuant to a deed passed before Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on December 27, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 508 of March 11, 2011 and whose articles have been last amended pursuant to a deed of the said notary Henri HELLINCKX, on March 31, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1376 dated on June 24, 2011.

2. That the capital of the Company presently amounts to twenty thousand US dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US dollar (USD 1.00) each, fully paid;

3. That the appearing person is the holder of all the shares of the Company (the “Sole Shareholder”);

4. That the Sole Shareholder has decided to dissolve and to liquidate the Company, which has discontinued all activities;

5. That the Sole Shareholder declares that he has taken over all the assets and liabilities of the Company;

6. That it is witnessed that the Sole Shareholder is vested with all the assets of the company and that the Sole Shareholder shall guarantee the payment of all liabilities of the Company even if unknown at present;

7. That the liquidation of the dissolved Company is to be construed as definitely terminated and liquidated;

8. That full and entire discharge is granted to the managers for the performance of their assignments;

9. That the corporate documents shall be kept for the duration of five years at least at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand Euros.

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

**Suit la version en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

Lypkirk Limited, une société constituée sous le droit des Iles Cayman, ayant son siège social au Uglan House, KY1-1104, Grand Cayman,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerk de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1. Que la société "Nebra Holding S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de vingt mille dollars (USD 20.000) ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 157.902, (la "Société"), a été constituée suivant un acte passé par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 27 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 508 du 11 mars 2011 et dont les statuts furent modifiés en dernier lieu suivant acte dudit notaire Henri HELLINCKX, en date du 31 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1376 du 24 juin 2011.

2. Que le capital de la Société s'élève actuellement à vingt mille dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale de un dollar (USD 1,00) chacune, entièrement libérées;

3. Que la partie comparante est la détentrice de toutes les parts sociales de la Société (l'"Associé Unique");

4. Que l'Associé Unique a décidé de dissoudre et de liquider la Société, qui a interrompu ses activités;

5. Que l'Associé Unique déclare qu'il a repris tous les éléments d'actif et de passif de la Société;

6. Qu'il est attesté que tout l'actif est dévolu à l'Associé Unique et que l'Associé Unique assure le paiement de toutes les dettes de la société, même inconnues à l'instant;

7. Que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement close;

8. Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats;

9. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 16 juin 2015. 2LAC/2015/13320. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015096191/93.

(150106605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

#### **Teal Huntingdon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 3.113.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 70.893.

#### — EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 155.650 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l, une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096350/18.

(150106342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Carrelages Jean Feitler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3850 Schiffflange, 2, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 87.837.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/6/2015.

Référence de publication: 2015096589/10.

(150107820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Caterman S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 31.912.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 13 mai 2015*

Est nommé administrateur unique:

- La société CACTUS S.A  
Route d'Arlon (Belle Etoile)  
L-8050 Bertrange

Représenté par:

- Monsieur Maximilien dit "Max" LEESCH, Commerçant,  
Route d'Arlon(Belle Etoile), L-8050 Bertrange, Administrateur-délégué
- Monsieur Joseph dit "Jeff" LEESCH, Employé privé,  
Route d'Arlon (Belle Etoile), L-8050 Bertrange, Administrateur
- Madame Doris LEESCH, Employée privé,  
Route d'Arlon (Belle Etoile), L-8050 Bertrange, Administratrice

Son mandat vient à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2020.

Est nommé Réviseur d'entreprises agréé:

- La société BDO AUDIT  
SOCIETE ANONYME  
2, avenue Charles de Gaulle  
L-1653 LUXEMBOURG

Son mandat vient à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2015.

*Pour la société CACTUS S.A.*

Maximilien LEESCH

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2015096592/29.

(150107797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Compagnie Financière La Luxembourgeoise, Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 9, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 7.074.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 8 mai 2015*

ad 4.

L'assemblée, à l'unanimité des voix, renouvelle pour la durée de trois ans le mandat de Monsieur Gabriel Deibener (demeurant à 30, rue de Fingig, Clemency) comme membre du conseil d'administration.

(Le conseil se compose dorénavant de Monsieur Laurent Schummer, demeurant à L-1420 Luxembourg, 173, avenue Gaston Diederich, Monsieur Claude Wagner, demeurant à L-1937 Luxembourg, 31, rue Auguste Liesch, Monsieur Pit Hentgen, ayant comme adresse professionnelle L-3372 Leudelange, 9, rue Jean Fischbach, Madame Marie-Anne Steichen-



Berens, demeurant à L-5772 Weiler-la-Tour, 10, rue de Hassel, Monsieur Romain Bausch, demeurant à L-8230 Mamer, 49, rue Gaaschtbiérg, M. Gabriel Deibener, demeurant à L-4966 Clemency, 30, rue de Fingig, M. François Pauly, demeurant à L-2523 Luxembourg, 57, rue Jean Schoetter, Monsieur René Beissel, demeurant à L-1628 Luxembourg, 47, rue des Glacis)

ad 5.

L'assemblée générale charge de la révision des comptes sociaux pour l'exercice 2015 PriceWaterhouseCoopers.

Leudelange, le 8 mai 2015.

Pit Hentgen

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2015096575/23.

(150107973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Cott Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 3.536.337,01.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 595, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 162.397.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Référence de publication: 2015096578/10.

(150107626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Xena S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 153.510.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'actionnaire unique tenue de manière extraordinaire au siège social le 22 mai 2015:*

1) L'Assemblée décide de renouveler aux fonctions d'administrateurs de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'actionnaire unique devant se tenir en 2021:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976, à Moyeuvre-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

- la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A. (RCS Luxembourg B 149.718), ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, est nommé représentant permanent de la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A.

L'Assemblée décide de renouveler à la fonction de Président du Conseil d'Administration de la Société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'actionnaire unique devant se tenir en 2021:

- Monsieur Daniel GALHANO, né le 13 juillet 1976, à Moyeuvre-Grande (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;

Egalement, l'Assemblée décide de renouveler à la fonction du Commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de l'actionnaire unique devant se tenir en 2021:

- la société Revisora S.A. (R.C.S. Luxembourg B 145.505), ayant son siège social au 60, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

XENA S.A.

Référence de publication: 2015097128/32.

(150107553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**PACA, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 197.861.

—  
STATUTS

L'an deux mille quinze, le douze juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

FJ World, une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.863,

représentée par Peggy Simon, employée, ayant son adresse professionnelle au 9 Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 5 juin 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Chapitre I<sup>er</sup>. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou toutes sortes d'instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de «PECS» et des «warrants», et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra en outre accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobilière ou immobilière.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société a comme dénomination «PACA».

**Art. 5. Siège Social.** Le siège social est établi à Senningerberg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

## Chapitre II. Capital, Parts Sociales.

**Art. 6. Capital Souscrit.** Le capital social est fixé à cinquante mille euros (50.000,- EUR) représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (1,-EUR) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

**Art. 8. Parts Sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

**Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

## Chapitre III. Gérant(s).

**Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

**Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s).** Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

**Art. 12. Gestion Journalière.** Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

**Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.** Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devront être présents ou représentés.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

**Art. 14. Responsabilité, Indemnisation.** Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

**Art. 15. Conflit d'Intérêt.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Associé(s).

**Art. 16. Assemblée Générale des Associés.** Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

**Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 18. Procédure - Vote.** Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque action donne droit à une voix.

#### **Chapitre V. Année Sociale, Répartition.**

**Art. 19. Année Sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 20. Approbation des Comptes Annuels.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 21. Affectation des Résultats.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, la réserve légale se trouve entamée.

Le solde du bénéfice net est à la disposition des associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

**Art. 22. Dividendes Intérimaires.** Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance;
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice;
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes;
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

#### **Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.**

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

## Chapitre VII. Loi Applicable.

**Art. 24. Loi Applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

### *Souscription - Libération*

FJ World, pré qualifiée, déclare, à travers son mandataire, avoir souscrit à la totalité des cinquante mille (50.000) parts sociales dont la valeur nominale est de un euro (1,- EUR) et qui ont toutes été entièrement libérées pour la somme de cinquante mille euros (50.000,- EUR) par versement en espèce de telle sorte que la Société a désormais à sa disposition cette somme, ce qui a été prouvé au notaire instrumentaire, qui le reconnaît expressément.

### *Frais*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

### *Décisions de l'associé unique*

L'associé unique décide de:

1. Déterminer le nombre de gérant à un (1).
2. Nommer la personne suivante en tant que gérant unique de la Société:
  - M. Franck Janisset, né le 15 avril 1960, à Monistrol-sur-Loire, France, résidant au Lotissement «Les Mouettes», Pierreblanche, 43120 Monistrol-sur-Loire, France.
 La durée du mandat du gérant unique est illimitée.
3. Déterminer l'adresse du siège social au 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue française, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

### **Follows the English translation of the above text:**

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of June.

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

FJ World, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 190.863, here represented by Peggy Simon, with professional address at 9 Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on June 5, 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

### **Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration.**

**Art. 1. Form.** There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

The Company is initially composed of one sole shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

**Art. 2. Object.** The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more

generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may eventually carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Name.** The Company will have the name of “PACA”.

**Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Senningerberg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

## Chapter II. Capital, Shares.

**Art. 6. Subscribed Capital.** The share capital is set at fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) represented by fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders’ meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

**Art. 8. Shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

**Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

## Chapter III. Manager(s).

**Art. 10. Manager(s), Board of Managers.** The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated “Category A Managers” and “Category B Managers”.

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

**Art. 11. Powers of the Manager(s).** In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provide that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

**Art. 12. Day-to-day Management.** The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

**Art. 13. Meetings of the Board of Managers.** The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or e-mail, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

**Art. 14. Liability - Indemnification.** The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit



such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

**Art. 15. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

#### Chapter IV. Shareholder(s).

**Art. 16. General Meeting of Shareholders.** If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

**Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 18. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

#### Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits.

**Art. 19. Financial Year.** The Company's accounting year starts on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31<sup>st</sup> of each year.

**Art. 20. Adoption of Financial Statements.** At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21. Appropriation of Profits.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

**Art. 22. Interim Dividends.** Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

#### **Chapter VI. Dissolution, Liquidation.**

**Art. 23. Dissolution, Liquidation.** At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

#### **Chapter VII. Applicable Law.**

**Art. 24. Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31<sup>st</sup> 2015.

#### *Subscription - Payment*

FJ World, prenamed, declares, through to its proxy holder, to subscribe to the entirety of the fifty thousand (50,000) shares having a nominal of one Euro (EUR 1.-) each, and have them fully paid up in the amount of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-) by payment in cash so that the Company has this amount at its disposal as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand four hundred Euro (EUR 1.400.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

The sole shareholder resolves to:

1. Determine the number of manager at one (1).
2. Appoint the following person as the Company's sole manager:

- Mr. Franck Janisset, born on April 15<sup>th</sup>, 1960 in Monistrol-sur-Loire, France, residing at Lotissement «Les Mouettes», Pierreblanche, 43120 Monistrol-sur-Loire, France.

The duration of the manager's mandate is unlimited.

3. Determine the registered address of the Company at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks French, states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same appearing entity and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher. Actes Civils, le 16 juin 2015. Relation: GAC/2015/5060. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015099865/486.

(150109428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

---

**Lesalg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton.

R.C.S. Luxembourg B 122.619.

Les comptes annuels de la société Lesalg S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096146/10.

(150106358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Liris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6454 Echternach, 14, rue des Lilas.

R.C.S. Luxembourg B 104.182.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096148/9.

(150106584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**P.F. Offices, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 123.149.

EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

*Geschäftsführer*

Référence de publication: 2015096223/12.

(150106426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Japan Universal Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: JPY 71.678.693,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 118.000.

In the year two thousand and fifteen on the twelfth day of June,

Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

Was held

an Extraordinary General Meeting of "Japan Universal Holdings S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 33, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, incorporated on 4<sup>th</sup> July 2006 by deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing at that time in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1735 of 16<sup>th</sup> September 2006 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 118.000.

The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have been amended for the last time by a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 31 March 2015 not yet published in the Mémorial.

The meeting was presided by Mr Thomas Morana, employee, residing professionally in Luxembourg.

Mrs Caroline Ronfort, employee, residing professionally in Luxembourg, was appointed as secretary and scrutineer.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) It appeared from an attendance list that all the shares in issuance in the Company and all the shareholders were duly represented at the present general meeting.

The attendance list, signed by the proxyholders of the shareholders represented and the members of the bureau, shall, together with the proxies, remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

II) It results therefrom that the meeting is duly constituted and can validly decide on all the items of the agenda, without any obligation to justify the accomplishment of the convening formalities.

III) The items on which resolutions are to be passed are as follows, all resolutions being passed as one sole resolution:

#### *Agenda*

- To reduce the share capital of the Company by an amount of one million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine Japanese Yen (JPY 1,208,939.-) so as to reduce it from its current amount of seventy-two million eight hundred and eighty-seven thousand six hundred and thirty-two Japanese Yen (JPY 72,887,632.-) to seventy-one million six hundred and seventy-eight thousand six hundred and ninety-three Japanese Yen (JPY 71,678,693.-) by the cancellation of one million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class H shares having a par value of one Japanese Yen (JPY 1) each, which have been repurchased by the Company in June 2015 at the Cancellation Value per Share (being the Total Cancellation Amount divided by the number of Class H Shares) calculated in accordance with the Articles; Consequential amendment of articles 6.1.1, 6.1.2., 6.1.3.2, 12.5.9 and deletion of article 12.5.8 of the Articles so as to provide for the new issued share capital amount of the Company and to further amend the Articles as set forth below in order to remove all references to "Class H Shares:

“ **6.1.1.** The Company's corporate capital is fixed at seventy-one million six hundred and seventy-eight thousand six hundred and ninety-three Japanese Yen (JPY 71,678,693) represented by a total of seventy-one million six hundred and seventy-eight thousand six hundred and ninety-three (71,678,693) shares (“parts sociales”) (the “Shares”) divided into classes as follows:

Sixty-four million four hundred and twenty-five thousand fifty-nine (64,425,059) Class A Shares,  
 One million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class B Shares,  
 One million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class C Shares,  
 One million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class D Shares,  
 One million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class E Shares,  
 One million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class F Shares,  
 One million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class G Shares.

Each Share with a nominal value of one Japanese Yen (JPY1.-) and with such rights and obligations as set out in the present Articles.

At the moment and as long as all the Shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

**6.1.2.** The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class G).

**6.1.3.2.** The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of directors of the Company and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

**12.5.8.** the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class G Shares, then if no Class G Shares are in existence, Class F Shares and in such continuation until only class A Shares are in existence).”

All of the above having been agreed, the extraordinary general meeting of all the shareholders of the Company (the “Meeting”), after deliberation, adopted unanimously the following resolution:

#### *Sole resolution*

The Meeting resolved to reduce the share capital of the Company by an amount of one million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine Japanese Yen (JPY 1,208,939.-) so as to reduce it from its current amount of seventy-two million eight hundred and eighty-seven thousand six hundred and thirty-two Japanese Yen (JPY 72,887,632.-) to seventy-one million six hundred and seventy-eight thousand six hundred and ninety-three Japanese Yen (JPY 71,678,693.-) by the cancellation of one million two hundred and eight thousand nine hundred and thirty-nine (1,208,939) Class H Shares

having a par value of one Japanese Yen (JPY 1) each, which have been repurchased by the Company in June 2015 at the Cancellation Value per Share (being the Total Cancellation Amount divided by the number of Class H Shares) calculated in accordance with the Articles.

The Meeting consequently resolved to amend articles 6.1.1, 6.1.2., 6.1.3.2, 12.5.9 and to delete article 12.5.8 of the Articles so as to provide for the new issued share capital amount of the Company and to further amend the Articles as set forth in the agenda in order to remove all references to "Class H Shares, and accordingly article 12.5.9 here above mentioned, being renumbered into article 12.5.8.

#### *Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the reduction of the share capital are estimated at one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de juin,

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de «Japan Universal Holdings S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, constituée le 4 juillet 2006 par acte de Maître Jacques Delvaux, notaire résidant alors à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 1735 du 16 septembre 2006 et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 118.000.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 31 mars 2015 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire résidant à Luxembourg, non encore publié au Mémorial.

L'assemblée a été présidée par Monsieur Thomas Morana, salarié, résidant professionnellement à Luxembourg.

Madame Caroline Ronfort, salariée, résidant professionnellement à Luxembourg, a été nommé comme secrétaire et scrutateur.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I) Il appert d'une liste de présence que la totalité des parts sociales émises dans la Société et l'ensemble des associés étaient dûment représentés à la présente assemblée générale.

La liste de présence, signée par les mandataires des associés représentés et par les membres du bureau, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte et seront soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II) Il en résulte que l'assemblée est dûment constituée et qu'elle peut valablement statuer sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour et ce, sans devoir justifier de l'accomplissement des formalités de convocation.

III) Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants, l'ensemble de ces résolutions se confondant en une résolution unique:

#### *Ordre du jour*

- Réduction du capital social de la Société d'un montant d'un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf yens japonais (1.208.939,- JPY) afin de le porter de son montant actuel de soixante-douze millions huit cent quatre-vingt-sept mille six cent trente-deux yens japonais (72.887.632,-JPY) à soixante-et-onze millions six cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-treize yens japonais (71.678.693,- JPY) par l'annulation d'un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe H ayant une valeur nominale d'un yen japonais (1,-JPY) chacune, qui ont été rachetées par la Société en juin 2015 à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (soit la Valeur Totale d'Annulation divisée par le nombre de Parts Sociales de Classe H) calculée conformément aux statuts de la Société; modification en conséquence des articles 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3.2 et 12.5.9 des Statuts et suppression de l'article 12.5.8 afin de prévoir le nouveau montant du capital social émis de la Société et modifier les Statuts afin de supprimer toutes les références aux «Parts Sociales de Classe H» tel qu'énoncé ci-dessous:

« 6.1.1. Le capital social est fixé à soixante-et-onze millions six cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-treize yens japonais (71.678.693,- JPY) représenté par soixante-et-onze millions six cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-treize (71.678.693) parts sociales (les «Parts Sociales») divisées en classes comme suit:

Soixante-quatre millions quatre cent vingt-cinq mille cinquante-neuf (64.425.059) Parts Sociales de Classe A;

Un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe B;  
Un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe C,  
Un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe D;  
Un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe E;  
Un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe F;  
Un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe G.

Chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'un yen japonais (1,-JPY), et les droits et obligations tels que décrits dans ces Statuts.

À partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

**6.1.2.** Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Classes entières de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette (ces) Classe(s). Dans le cas de rachats et d'annulations de classes de Parts Sociales, ces annulation et rachats de Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la Classe G).

**6.1.3.2.** Le Montant Total d'Annulation est un montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale sur la base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Classes G, F, E, D, C, B et A correspond au Montant Disponible de la Classe concernée au moment de l'annulation de la classe concernée, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale de la manière requise pour la modification des Statuts, étant entendu toutefois que le Montant Total d'Annulation ne doit jamais être supérieur à ce Montant Disponible.

**12.5.8.** le solde du montant total distribué sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière Classe dans l'ordre alphabétique inverse (i.e. la première classe étant la Classe de Parts Sociales G, ensuite, s'il n'y a pas de Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe F et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'y ait que des Parts Sociales de Classe A.)»

Après avoir approuvé tout ce qui précède, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société (l'«Assemblée») a, après délibération, adopté à l'unanimité la résolution suivante:

#### *Résolution unique*

L'Assemblée a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant d'un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf yens japonais (1.208.939,- JPY) afin de le porter de son montant actuel de soixante-douze millions huit cent quatre-vingt-sept mille six cent trente-deux yens japonais (72.887.632,- JPY) à soixante-et-onze millions six cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-treize yens japonais (71.678.693,- JPY) par l'annulation d'un million deux cent huit mille neuf cent trente-neuf (1.208.939) Parts Sociales de Classe H ayant une valeur nominale d'un yen japonais (1,- JPY) chacune, qui ont été rachetées par la Société en juin 2015 à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale (soit la Valeur Totale d'Annulation divisée par le nombre de Parts Sociales de Classe H) calculée conformément aux statuts de la Société.

L'Assemblée a décidé en conséquence de modifier les articles 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3.2, 12.5.9 et supprimer l'article 12.5.8 des Statuts afin de prévoir le nouveau montant du capital social émis de la Société et de supprimer toutes les références aux «Parts Sociales de Classe H» tel qu'indiqué dans l'ordre du jour, en conséquence de quoi l'article 12.5.9 ci-avant modifié est renuméroté en 12.5.8.

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de la réduction du capital social, sont estimés à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesquels comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Morana, Ronfort, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18626. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

*Le Receveur* (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015096821/185.

(150107029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

**P.F. Retail BZ, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 134.706.

—  
EXTRAIT

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

*Geschäftsführer*

Référence de publication: 2015096225/12.

(150106569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

**Kareta Car S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 109.083.

—  
IN THE YEAR TWO THOUSAND FIFTEEN, ON THE SEVENTEENTH DAY OF JUNE.

Before the undersigned Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Kareta Car S.A. (the Company),

The Meeting was opened at 5.30 p.m, by Mrs. Eliane IRTHUM, employee, with professional address in 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, being in the chair,

who appoints as secretary Mrs. Lydia SCHNEIDER, employee, with professional address in 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Eliane IRTHUM, prenamed.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

Kareta Car S.A. (before named Kareta Holding S.A.) is a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), incorporated by a notarial deed of Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 25 June 2005, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 109.083 and whose articles of association (the Articles) have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1225, dated 17 November 2005 and have been lastly amended by a notarial deed of Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 9 April 2015, which publication in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations has not yet been done.

The appearing parties declared that:

- the name of the shareholders represented at the Meeting by the proxyholder (the Appearing Shareholders) and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list, signed on behalf of the Appearing Shareholders, together with the power of attorney, signed *ne varietur* by the Appearing Shareholders represented at the Meeting by the proxyholder, shall remain annexed to the present deed and shall be registered with it.

- the attendance list shows that the Appearing Shareholders holding one thousand (1,000) shares that represent the whole share capital of the Company, all of them in registered form, are represented at the Meeting by a power of attorney. The Appearing Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the Meeting beforehand and that they have waived all convening requirements and formalities. The Meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

The agenda of the Meeting is as follows:

*Agenda*

1. Acknowledgment of the resignation of Mr. Stéphane Hépineuze with effect as of 17 June 2015 and appointment of a new director of the Company to replace him as from 17 June 2015 until the annual general meeting of the Company to be held in 2016;

## 2. Amendment of article 10 of the Articles.

### *Resolutions*

After due and careful deliberation, the following resolutions have been adopted unanimously by the Appearing Shareholders:

#### *First resolution*

The Appearing Shareholders resolve to acknowledge the resignation of Mr. Stéphane Hépineuze from his mandate as director of the Company with effect as of 17 June 2015 and his replacement by Mr. Amaury Leite, private employee, born on 12 August 1983, in Thionville, professionally residing at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, as director of the Company as from 17 June 2015 until the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

As a result of the above, the board of directors of the Company is composed as follows:

- Mr. Matthijs Bogers;
- Mr. Alberto Fontana; and
- Mr. Amaury Leite.

#### *Second resolution*

The Appearing Shareholders resolve to amend article 10 of the Articles which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 10.** The corporation shall be bound towards third parties in all matters either by (i) the joint signatures of any two directors of the corporation, or (ii) in the case of a sole director, by the sole signature of the sole director or (iii) by the joint signature of the managing directors within the limit of the daily management or (iv) by the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the board of directors, but only within the limits of such power”.

#### *Costs*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.

#### *Closure*

Nothing else being on the agenda and nobody raising any further points for discussion by the Meeting, the Meeting is closed at 17.45 p.m.

#### *Statement*

The Notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the Proxyholder of the Appearing Shareholders, the present deed is worded in English and followed by a French version.

On request of the same party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document has been read to the Proxyholder of the Appearing Shareholders, who is known to the Notary by his full name, civil status and residence, and the Proxyholder signed together with us, the Notary, the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE DIX-SEPT JUIN,

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire (l'AGE) des actionnaires de la Société Kareta Car S.A. (la Société),

L'Assemblée est ouverte à 17.30 heures, sous la présidence de Madame Eliane IRTHUM, employée, demeurant professionnellement au 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.,

qui désigne comme secrétaire Madame Lydia SCHNEIDER, employée, demeurant professionnellement au 39, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Eliane IRTHUM, prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

Kareta Car S.A. (dénommée précédemment Kareta Holding S.A.) est une société anonyme de droit luxembourgeois, constituée par devant Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 25 juin 2005, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109.083 et dont les statuts (les Statuts) ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations sous le numéro 1225, daté du 17 novembre 2005 et ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Maître Cosita Delvaux, notaire, résidant à



Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 9 avril 2015 et dont la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations n'a pas encore été effectuée.

Les comparants déclarent que:

- le nom des actionnaires représentés à l'AGE par le Mandataire (les Actionnaires Comparants) et le nombre d'actions détenues par eux sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, signée au nom des Actionnaires Comparants, accompagnée de la procuration, signées ne varietur par les Actionnaires Comparants représentés à l'AGE par le Mandataire, devront rester annexés au présent acte et devront être enregistrés avec ledit acte.

- il ressort de la liste de présence que les Actionnaires Comparants détenant mille (1.000) actions, toutes sous forme nominative, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentés à l'AGE par une procuration. Les Actionnaires Comparants ont déclaré avoir été préalablement et valablement informés de l'ordre du jour de l'AGE et ont renoncé aux formalités de convocation. L'AGE est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

L'ordre du jour de l'AGE est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Prendre acte de la démission de M. Stéphane Hépineuze avec effet au 17 Juin 2015 et la nomination en vue de son remplacement de M. Amaury Leite avec effet au 17 Juin 2015 et ce jusqu'à la tenue en 2016 de l'assemblée générale annuelle de la Société;

2. Modification de l'article 10 des Statuts.

#### *Résolutions*

Après délibération attentive, les résolutions suivantes ont été adoptées par les Actionnaires Comparants à l'unanimité:

##### *Première résolution*

Les Actionnaires Comparants prennent acte de la démission de Monsieur Stéphane Hépineuze de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 17 juin 2015 et de la nomination en vue de son remplacement par Monsieur Amaury Leite, employé privé, né le 12 août 1983, à Thionville, résidant professionnellement au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 17 juin 2015 et ce jusqu'à la tenue en 2016 de l'assemblée générale annuelle.

En conséquence de ce qui précède, le conseil d'administration de la Société sera composé comme suit:

- Mr. Matthijs Bogers;
- Mr. Alberto Fontana; et
- Mr. Amaury Leite.

##### *Deuxième résolution*

Les Actionnaires Comparants décident de modifier l'article 10 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 10.** La société sera engagée, en toutes circonstances vis-à-vis des tiers soit par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la société, ou (ii) selon le cas, par la signature de l'administrateur unique, ou (iii) par la signature conjointe des administrateurs-délégués dans les limites de la gestion journalière ou (iv) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés».

#### *Coûts*

Les frais, dépenses et rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement EUR 1.200.

#### *Clôture*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne n'ayant soulevé d'autres points pour discussion par l'AGE, l'AGE est close à 17.45 heures.

#### *Déclaration*

Le Notaire, qui comprend et parle l'Anglais, déclare qu'à la demande du Mandataire des Actionnaires Comparants, le présent acte est rédigé en Anglais et suivi de la version Française.

A la demande de la même partie et en cas de divergences entre la version française et anglaise, la version Anglaise prévaudrait.

Dont acte, fait et préparé à Luxembourg, le jour mentionné ci-avant.

Le présent acte a été lu au Mandataire des Actionnaires Comparants, qui est connu par le Notaire par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, et le Mandataire, avec nous, le Notaire, avons signé cet acte.

Signé: E. IRTHUM, L. SCHNEIDER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/19262. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015104029/150.

(150114632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Padaro S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 180.240.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096238/9.

(150106185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Pixx S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 159.685.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096250/9.

(150106533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**PLIS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1141 Luxembourg, 29, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 188.111.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 19/06/2015.

Référence de publication: 2015096253/10.

(150106959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Targaryen Security 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 112.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 187.842.

I. En date du 23 décembre 2014, l'associé unique PAI Europe VI Finance S.à r.l. , avec siège social au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 11.200.000 parts sociales ordinaires de la manière suivante:

- 9.319.263 parts sociales ordinaires, à PAI Europe VI-1, avec siège social au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, qui les acquiert;

- 1.880.737 parts sociales ordinaires, à PAI Europe VI-2, avec siège social au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, qui les acquiert;

II. En date du 31 mars 2015, l'associé PAI Europe VI-1, avec siège social au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, a transféré 121.312 parts sociales ordinaires de la manière suivante:

- 97.488 parts sociales ordinaires, à PAI Europe VI-2, avec siège social au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, qui les acquiert;

- 23.824 parts sociales ordinaires, à PAI Europe VI-3, avec siège social au 43-45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, qui les acquiert;

En conséquence, les associés de la société sont les suivants:

- PAI Europe VI-1, précité, avec 9.197.951 parts sociales ordinaires

- PAI Europe VI-2, précité, avec 1.978.225 parts sociales ordinaires

- PAI Europe VI-3, précité, avec 23.824 parts sociales ordinaires

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015100822/26.

(150110819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

---

**Polygone, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7535 Mersch, 37, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 18.095.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 19/06/2015.

Référence de publication: 2015096254/10.

(150106964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Premium Capital Investments (P.C.I.) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 77.709.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096257/9.

(150106509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Pro Fencing Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 108.702.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015096260/10.

(150106356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Verita F, Société Anonyme.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 15, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 174.313.

---

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 19 juin 2015 que les décisions suivantes ont été prises:

- Transfert du siège social au 15 avenue du Bois L-1251 Luxembourg.

- Acceptation de la démission de Monsieur Igor KOVROVISEV de son poste d'administrateur unique avec effet immédiat.

- Nomination des nouveaux membres du conseil d'administration comme suite: Monsieur Renato SANTIN, né le 12 janvier 1967 à L-Dudelange, Monsieur Karim KALLOUT né le 13 août 1981 à L-Luxembourg et Madame Kim VAN LEEUWEN, consultante, née le 15 février 1977 à Gent (Belgique) tous trois demeurant professionnellement au 15 avenue du Bois L-1251 Luxembourg.

La société est engagée par la signature individuelle d'un seul administrateur.

- Révocation avec effet immédiat du commissaire aux comptes actuellement en fonction.

- Nomination comme nouveau commissaire aux comptes la société COMPTASSIT SA, société immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B161086 ayant son siège social au 12 rue de Bastogne L-1217 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale de l'année 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

*Pour le conseil d'administration*

Référence de publication: 2015104442/25.

(150114350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Robin's Garage sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 186.348.

---

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Robin Dewolf.

Référence de publication: 2015096273/10.

(150106740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Raiffeisen Members, Société Coopérative.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 4, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 187.921.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015096275/10.

(150106810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Real Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 65.092.

---

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015096280/10.

(150106329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**eBay Treasury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 16.000,00.**

Siège social: L-2249 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.500.

---

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 10 juin 2015*

L'associé unique prend acte de la démission de M. Omar Paz de son mandat de gérant de la Société avec effet au 8 juin 2015.

*Conseil de gérance*

En date du 10 juin 2015, l'associé unique a décidé de nommer comme gérant de la Société, avec effet au 8 juin 2015, et pour une durée indéterminée:

- Mme Winkie Choi, née le 19 décembre 1972 à Hong Kong, Chine, demeurant professionnellement au 22-24, boulevard Royal, L-2249 Luxembourg, gérant.

En conséquence de quoi, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Mme Winkie Choi, gérant;

- M. Kris Karel John Beyens, gérant; et

- M. Anthony Glasby, gérant.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

eBay Treasury S.à r.l.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015103581/24.

(150113593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

---

**Real Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 65.092.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015096281/10.

(150106847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**S.A. Enemge, Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 30.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096293/9.

(150106242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Sixty International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 64.620.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SIXTY INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2015096322/10.

(150106377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Lux e-shelter 1, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 349.617.878,20.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 162.738.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 18 juin 2015, avec effet au 22 juin 2015, les transferts suivants:

- Investa Holding GmbH, associé de la Société, a transféré trente-sept millions huit cent soixante-sept mille quatre cent quatre-vingt-deux (37.867.482) parts sociales ordinaires à UNA Incorporation GmbH, une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), immatriculée auprès du registre de commerce de Francfort sous le numéro HRB 54140 et ayant son siège social au 1, Eschenheimer Anlage, 60316 Frankfurt am Main, Allemagne; et

- Investa Projektenwicklungs- und Verwaltungs GmbH, associé de la Société, a transféré quatre cent vingt-sept millions cent vingt-quatre mille deux cent quatrevingt-seize (427.124.296) parts sociales ordinaires à UNA Incorporation GmbH, une société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), immatriculée auprès du registre de commerce de Francfort sous le numéro HRB 54140 et ayant son siège social au 1, Eschenheimer Anlage, 60316 Frankfurt am Main, Allemagne.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 22 juin 2015, les transferts suivants:

- Lux e-shelter, associé de la Société, a transféré huit cent quarante millions (840.000.000) de parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon;

- e-shelter Holdings LLC, associé de la Société, a transféré huit cent millions (800.000.000) de parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon;

- SOLUTIO Asset Management GmbH, associé de la Société, a transféré sept millions cinq cent seize mille sept cent onze (7.516.711) parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon;

- Elian Trustee (Jersey) Limited, associé de la Société, agissant en sa qualité de trustee de M and D Two, a transféré vingt et un millions (21.000.000) de parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon;

- Investa Holding GmbH, associé de la Société, a transféré un milliard trois cent trente-deux millions six cent soixante-dix mille deux cent quatre-vingt-treize (1.332.670.293) parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon;

- M. Don Balman Blenko JR, associé de la Société, a transféré neuf millions (9.000.000) de parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon; et

- M. Rupprecht Rittweger, associé de la Société, a transféré vingt et un millions (21.000.000) de parts sociales ordinaires à NTT Communications Corporation, une société immatriculée auprès du Registre de Commerce de Tokyo sous le numéro 0100-01-644648, ayant son siège social au 1-1-6 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon.

Suite à l'assemblée générale ordinaire des associés de la Société, tenue le 22 juin 2015, il a été décidé:

- d'accepter la démission de M. Nicolas Massard de son poste de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015;

- d'accepter la démission de M. CJ Brucato de son poste de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015;

- d'accepter la démission de M. Sebastian Brandis de son poste de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015;

- d'accepter la démission de M. Timothy Edwards de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 22 juin 2015;

- de nommer M. Katsumi Nakata, né le 12 décembre 1956 à Tokyo, Japon, et ayant son adresse professionnelle au 1-1-6 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Motoo Tanaka, né le 7 mai 1961 à Osaka, Japon, et ayant son adresse professionnelle au 1-1-6 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Masaaki Moribayashi, né le 27 janvier 1962 à Hokkaido, Japon, et ayant son adresse professionnelle au 3<sup>rd</sup> Floor, Devon House, 58-60 St. Katharine's Way, London E1W 1LB, Royaume-Unis, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer M. Kiyoshi Maeda, né le 2 avril 1956 à Tokyo, Japon, et ayant son adresse professionnelle au 1-1-6 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku, Tokyo 1008019, Japon, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée; et

- de nommer Dr. Bernd M. Spitz, né le 7 août 1967 à Munich, Allemagne, et ayant son adresse professionnelle au Mergenthaler Allee 79-81, 65760 Eschborn, Allemagne, en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 22 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais constitué des personnes suivantes:

- Mr. Horst Baumann, gérant de catégorie B;

- Mr. Rupprecht Rittweger, gérant de catégorie A;

- Mr. Katsumi Nakata, gérant de catégorie A;

- Mr. Motoo Tanaka, gérant de catégorie A;

- Mr. Masaaki Moribayashi, gérant de catégorie A;

- Mr. Kiyoshi Maeda, gérant de catégorie A; et

- Dr. Bernd M. Spitz, gérant de catégorie A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Référence de publication: 2015105034/79.

(150115327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

**Massena Private Investments - SICAV, Société en commandite par actions qualifiée de Société d'Investissement à Capital Variable - Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 198.069.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of June.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Massena Private Investments GP, a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 1, place d'Armes, L-1136 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

represented by Me Jeffrey Kolbet, lawyer, residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 3 June 2015.

2) Massena Private Investments Limited, a private company limited by shares, incorporated and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at 106, Brompton road, SW3 1JJ London, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 09359495,

represented by Me Alexandre Chauvac, lawyer residing professionally in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 28 May 2015.

The proxies signed "ne varietur" by all the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves:

**Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object**

**Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares (the "Shareholder(s)") of the Company (as defined hereafter) hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "Massena Private Investments -SICAV" (the "Company").

**Art. 2.** The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined hereafter). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent permitted by the law, to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social, military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

**Art. 3.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with the consent of the General Partner.

The Company will not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances Article 14. will apply.

**Art. 4.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other regulated or unregulated undertakings for collective investment (the "Investment Funds"), with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13<sup>th</sup> February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law of 2007") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007 and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "Law of 2013").

**Title II. Share capital - Shares**

**Art. 5.** The capital of the Company will be represented by Shares without nominal value and will at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 25 hereof.

The capital of the Company will be represented by two (2) categories of Shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share will be referred to as a "Share" and collectively as the "Shares", whenever the reference to a specific category of Shares is not justified.

The initial capital is thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided into one (1) Management Share and thirty (30) Ordinary Shares fully paid-up and without nominal value.

The minimum capital of the Company will be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of Article 71 of the Law of 2007, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Shares to be issued in a Sub-Fund may, as the General Partner will determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which will be established by the General Partner and provisions set out in these Articles regarding Sub-Funds shall apply mutatis mutandis to the Class therein.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund will be invested for the exclusive benefit of the Shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of Shares of any Class within a Sub-Fund will be invested pursuant to Article 13 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner will from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares will, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital will be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of Shares of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority and with the consent of the General Partner, may consolidate or split the Shares of such Sub-Fund or Class.

**Art. 6.** The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Ordinary Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the sales documents of the Company (the "Sales Documents"), without reserving to existing Shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Ordinary Shares to be issued.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 ("Eligible Investors").

In addition to any liability under applicable law, each Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Shares in the Company, will hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other Shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner may determine the frequency and terms and conditions at which Ordinary Shares shall be issued. The General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more offering periods (each a "Closing") or at such other periodicity as provided for in the Sales Documents.

Furthermore, the General Partner may temporarily discontinue or suspend the issuance of Ordinary Shares without any prior notice to Shareholders, if the General Partner determines that this is in the best interest of the Company and the existing Shareholders.

In respect of each Closing, the General Partner will, at its sole discretion, decide that investors have either to commit to subscribe to Shares or may directly subscribe to Shares. In case the General Partner decides that investors have to commit to subscribe for Ordinary Shares, investors will be required to execute a commitment agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner, as provided for in the Sales Documents.

The General Partner may in its discretion accept or refuse an offer to subscribe for Ordinary Shares made by an investor. If a subscription is accepted by the General Partner, Commitments received from investors may be drawn down by the General Partner, in whole or in part, by issuing a draw-down notice (the "Draw-down Notice") during the period defined from time to time by the General Partner and disclosed in the Sales Documents (the "Investment Period") after the first Closing (the "Initial Closing").



Commitments will cease to be available for draw-down after the expiry of the Investment Period from the Initial Closing, provided however that Commitments may be drawn down thereafter to the extent necessary (i) to make additional investments owned at the time the draw-down is made, (ii) to honour any capital call made by (x) any collective investment scheme in which the Company and/or the Sub-Funds may invest; and (y) any body corporate, association, partnership in which the Fund and/or the Sub-Funds may invest (the "Underlying Investment(s)") (iii) to pay any expenses and obligations of the Sub-Fund, including any relevant fees, and (iv) to fund any investments with respect to which a letter of intent, agreement in principle or other agreement entered into prior to the termination of such Investment Period, if at the time such letter or agreement was executed, the Company expected to make an investment in such investments within six (6) months after the end of such Investment Period. After the expiry of such period of time as disclosed in the Sales Documents following the end of the Investment Period, Commitments will cease to be available for draw-downs other than to satisfy any legal or contractual obligations of the Company. Before drawing down Commitments pursuant to this paragraph, the General Partner shall examine other possible funding arrangements and select the most appropriate funding arrangement.

In no event will an investor be required to make a capital contribution at any time in any amount in excess of its total Commitment.

Unless otherwise provided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, the price per Share at which Ordinary Shares are issued at the Initial Closing shall be the initial issue price determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents. Thereafter, unless disclosed otherwise in the Sales Documents, the price per share at which the Ordinary Shares of a Class are issued shall be (i) such initial issue price (as may be further adjusted by the General Partner, as disclosed in the Sales Documents); or (ii) the Net Asset Value per Share of the relevant Class, as at the most recent Valuation Day determined in compliance with Article 25 as further adjusted on the following basis:

(x) the General Partner shall be entitled to require an additional assessment of the Net Asset Value, prior to determining the Net Asset Value for the purpose of any issue of any Ordinary Shares, where the General Partner considers that there has been an intervening event since the last Valuation Day which would render the current valuation materially inappropriate.

(y) the General Partner shall make such further adjustment to the calculation of the price per Share as they may consider appropriate to ensure fairness between all Shareholders.

The General Partner may rely on advice from its advisors in quantifying the likely amount of any estimated tax liabilities and take such other advice as they consider appropriate before making a determination as to the appropriate adjustment to the Net Asset Value calculation.

Each new Shareholder shall also be required (to the extent not already included in the Net Asset Value pursuant to Article 25) to pay on subscription its pro rata share (as determined by the General Partner) of the costs of establishment, organisation and administration of the Company, management fees, advisor fees, acquisition fees, disposal fees (if any), financing fees and other fixed fees recalculated from the Initial Closing date as if all Shareholders had been admitted to the Company and had subscribed for their Commitments at the time of the Initial Closing.

Where a new Shareholder subscribes for Ordinary Shares on the then succeeding dates on which Commitments are drawn down by the General Partner, the General Partner shall draw down the entirety of such Commitments from the new Shareholder until the proportion of the total Commitments of the new Shareholders drawn down pursuant to this paragraph shall equate to the proportion of the Commitments of the existing Shareholders that have already been drawn down.

The issue price, as determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, of the Ordinary Shares subscribed shall be payable within the time limit as determined from time to time by the General Partner and disclosed in the Draw-down Notice.

The Company may agree to issue Ordinary Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets which could be acquired by the Company pursuant to its investment policy and restrictions, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report to be issued by the approved statutory auditor of the Company or any duly appointed Luxembourg approved statutory auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) if legally or regulatorily required or requested by the General Partner.

The specific costs for such subscriptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the investor requesting the contribution in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the subscription in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

If at any time an investor or Shareholder, who has agreed to commit to subscribe for Ordinary Shares pursuant to this Article 6 hereof, fails to pay, in whole or in part, (i) any amount called by the General Partner or due and payable by the Shareholder pursuant to the Sales Documents, or (ii) any other amount due by the Shareholder pursuant to this the Sales Documents by the date such payment is due, within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the Sales Documents, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions, including the suspension of the voting right, the exclusion by compulsory redemption of Shares of the Defaulting Investor/Shareholder by the Company, or the conversion of Shares of the Defaulting Investor/Shareholder into a specific Class of Shares, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion and in accordance with Luxembourg law and as detailed in the Sales Documents.

**Art. 7.** All Shares of the Company will be issued in registered form.

Unless specifically requested by a Shareholder, the Company will not issue Share certificates and Shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a Shareholder desires to obtain Share certificates, correspondent costs may be charged to such Shareholder, determined at the sole but reasonable discretion of the General Partner.

Any Share certificate will be signed by the General Partner.

If Share certificates are issued and if any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new Share certificate, on which it will be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued will become void.

The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original Share certificate.

Fractions of Shares up to two (2) decimal places (rounded to the lower decimal) will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional Shares will not be entitled to vote but will be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

A Share register (the "Register") will be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the General Partner and such Register will contain the name of each owner of Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the bank wiring details of the Shareholder.

The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered Shares.

The General Partner may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfers of Shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor and the General partners prior approval. Transfers of Shares will be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Shareholders will provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single person to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

**Art. 8. Restriction on ownership.** The General Partner will have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by (a) any person, firm or corporate body not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirement of any country or governmental authority, (c) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, or (d) any person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific Sub-Fund or Class as determined by the General Partner and laid down in the Sales Document of the Company (such persons, including any U.S. persons, as defined hereafter, firms or corporate bodies to be determined by the General Partner being referred to as "Prohibited Persons"). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any Share or to register any transfer of any Share where it appears to it that such registry would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person who is precluded from holding such Shares or might result in beneficial ownership of such Shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the General Partner exceeding the maximum percentage fixed by the General Partner of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are Shareholders of the Company exceeds a number fixed by the General Partner (the "maximum number");

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Share rests or will rest in a Prohibited Person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the General Partner; and,

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of Shares or hold Shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees determined by the General

Partner, (i) direct such Shareholder to (a) transfer his Shares to a person qualified to own such Shares, or (b) request the Company to redeem his Shares, or (ii) compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder in the following manner:

1) The Company will serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the Register as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the redemption price in respect of such Share is payable. Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder will thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Share certificate or certificates (if issued) representing the Shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such Shareholder will cease to be a Shareholder and the Shares previously held or owned by him will be cancelled;

2) The price at which the Shares specified in any redemption notice will be redeemed (herein called the "redemption price") will be an amount based on the Net Asset Value per Share of Shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with 0 au-dessus 0 au-dessous hereof, or any other amount specified in the Sales Documents less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the Shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the Shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the Shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the Shareholder appearing as the owner thereof in the currency in which the Net Asset Value of the Shares of the Sub-Fund or Class concerned is determined and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a Share certificate has been issued, upon surrender of the Share certificate or certificates representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such redemption notice will have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against or in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article will not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith;

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person". The General Partner shall define the term "U.S. Person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the Sales Documents.

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

**Art. 9. Redemption and Conversion of Shares.** As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any Shareholder may at any time request the redemption of all or part of his Shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the Sales Documents (which may, for the avoidance of doubt, prohibit any redemption within any Sub-Fund).

Any redemption request must be filed by such Shareholder in written form, subject to the conditions set out in the Sales Documents, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of Shares, together with the delivery of the certificate(s) for such Shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, the redemption price will be based on the Net Asset Value for the relevant Class of Shares as determined in accordance with the provisions of Article 25 hereof less such charges, if any, as the Sales Documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the General Partner may determine, and such rounding to accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such Shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the Sales Documents. The redemption price per Share will be paid within such period of time as determined by the General Partner as disclosed in the Sales Documents, from the relevant Valuation Day (as defined hereafter) provided that the Share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 25 hereof.

Business Day shall mean a week day on which banks are normally open for business in Luxembourg, unless otherwise provided for in the Sales Documents.

The Net Asset Value may be adjusted as the General Partner or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from Shareholders transactions.

The General Partner may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of Shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the Sales Documents relating to the sale of such Shares.

The General Partner may delegate to any duly authorised manager or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The General Partner may (subject to the principle of equal treatment of Shareholders and the consent of the Shareholder (s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming Shareholders investments from the portfolio in value equal to the price of the Shares to be redeemed as described in the Sales Documents.

Such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company or any duly appointed Luxembourg approved statutory auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) confirming the number, the denomination and the value of the assets which the General Partner will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed Shares if required by law, regulation or the General Partner. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the Shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the Shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption will be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 27 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Valuation Day after the end of the suspension period.

Any Shareholder may request conversion of all or part of his Shares of one Class of a Sub-Fund into Shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant Classes, provided that the General Partner may impose such restrictions on conversions between Classes of Shares as disclosed in the Sales Documents as to, *inter alia*, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge or may prohibit any conversion within any Sub-Fund, as further specified in the Sales Documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the Shares to be converted has been fully settled by such Shareholder.

If, on any Valuation Day, redemption requests and conversion requests relate to more than a certain level, as determined by the General Partner and disclosed in the Sales Documents, of the Net Asset Value of a specific Sub-Fund, the General Partner may decide that part or all of such requests will be deferred for such period as the General Partner considers to be in the best interest of the Sub-Fund. Redemptions will be limited with respect to all Shareholders seeking to redeem Shares as of a same day so that each such Shareholder will have the same percentage of its redemption request honoured. On the next Valuation Day following such deferral period, the balance of such redemption requests will be met in priority to later requests, subject to the same limitations as above.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single Shareholder of Shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the General Partner may determine from time to time, then the General Partner may decide that this request be treated as if such Shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his Shares of such Sub-Fund or Class.

The General Partner may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the General Partner and to be published in the Sales Documents.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the Shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue and redemptions of Shares suspended by the General Partner.

### **Title III. Liability of holders of shares**

**Art. 10.** The holders of Management Shares ("Unlimited Shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "Limited Shareholders") will refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and will only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares will not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

**Art. 11.** The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

#### **Title IV. Management and supervision**

**Art. 12.** The Company will be managed by "Massena Private Investments GP", a société à responsabilité limitée, (the "General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

**Art. 13.** The General Partner is vested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner will, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in accordance with the Sales Documents.

The General Partner will also determine any restrictions which will from time to time be applicable to the investments of the Company.

It will have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and will have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, will have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may delegate the management of the assets of the Company to an investment manager who may be assisted of investment advisers, as described more fully in the Sales Documents.

The Company will also be managed (as set forth in more details in the Sales Documents) by an alternative investment fund manager (within the meaning of the Law of 2013) (hereinafter the "AIFM"), which shall be appointed by the General Partner.

**Art. 14.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person (s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or inability to act or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company will not be dissolved and liquidated, provided the General Partner appoints an administrator, who need not to be a Shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which will be convened by such administrator within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor general partner. For the avoidance of doubt, the General Partner referred to hereunder will not vote or participate at such general meeting. Failing such appointment, the Company will be dissolved and liquidated.

**Art. 15.** No contract or other transaction between the Company and any other company or entity will be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more shareholder(s), manager(s) or officer(s) of the General Partner is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company will contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers will not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 16. Approved Statutory Auditor.** The operations of the Company and its financial situation including in particular its books will be supervised by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who will satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourability and professional experience and who will carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor will be elected or dismissed by the annual general meeting of Shareholders until the next annual general meeting of Shareholders and until its successor is elected.

**Art. 17. Depositary.** The Company shall enter into a depositary agreement with an entity, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws (the "Depositary").

The Depositary shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by applicable laws and regulations, as amended from time to time.

The Company hereby expressly allows the General Partner to decide whether to grant a discharge of liability to the Depositary under the condition that this discharge is not prohibited by any applicable laws and regulations and shall be in place in accordance with the conditions set out in applicable laws and regulations.

Information regarding any discharge of the Depositary's liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 32. of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge of the Depositary's liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, the Company hereby expressly authorises the General Partner to decide to agree upon the transfer of any assets of the Company to, and reuse by, of any third party, including the Company's Depositary appointed from time to time.

#### **Title V. General meeting**

**Art. 18.** The general meeting of Shareholders will represent all the Shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 13 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it will have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of Shareholders will be convened by the General Partner. General meetings of Shareholders will be convened pursuant to a notice given by the General Partner, or if applicable the administrator referred to under Article 14 hereof, setting forth the agenda and sent to the Shareholders in accordance with Luxembourg law.

**Art. 19.** The annual meeting of Shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the second Wednesday of the month of May at 10.00 a.m. (Luxembourg time), and for the first time in 2016. If such a day is not a Business Day in Luxembourg, the meeting will be held on the first Business Day following such a day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the General Partner.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of Shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the Shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a Shareholder to participate at a general meeting of Shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her Shares will be determined by reference to the Shares held by this Shareholder as at the Record Date.

All Shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of Shareholders. A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing another person, who need not be a Shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy will be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened Shareholders' meeting. The general meetings of the Shareholders will be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of Shareholders will appoint a secretary. The general meeting of Shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of Shareholders duly convened will be passed by an absolute majority of those present and voting. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

**Art. 20.** These Articles may be amended from time to time by a general meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Unless otherwise provided for in these Articles, no resolution will be validly passed unless approved by the General Partner.

**Art. 21.** The minutes of the general meeting of Shareholders will be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the General Partner.

#### **Title VI. Financial year, Allocation of profits**

**Art. 22.** The financial year of the Company will begin on 1 January and will terminate on 31 December of each year. The first accounting year of the Company will begin at its incorporation and will terminate on 31 December 2015.

**Art. 23. Appropriation of profits.** The annual general meeting of Shareholders, upon recommendation of the General Partner, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the General Partner, declare dividends from time to time.

Dividends may be paid out of capital, capital gains or income, upon decision of the General Partner and in accordance with the applicable law and the Sales Documents.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner in compliance with applicable law.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, will be forfeited by the holder of such Share, and will revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

#### **Title VII. Valuation - Determination of net asset value**

**Art. 24. Valuation Day/Frequency of calculation of Net Asset Value per Share.** For the purposes of the redemption, conversion and issue of Shares, the Net Asset Value of Shares will be determined by the Company or any of its delegates, under the responsibility of the General Partner, from time to time, as the General Partner by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day" and will be specified in the Sales Documents).

**Art. 25. Determination of Net Asset Value per Share.** The Net Asset Value of Shares of each Class with each Sub-Fund (the "Net Asset Value") will be expressed in the reference currency of the relevant Class or Sub-Fund (and/or in such other currencies as the General Partner will from time to time determine) as a per Share figure and will be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company, attributable to the relevant Sub-Fund, being the value of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund, on any such Valuation Day, by the number of Shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per Share will be calculated up to four (4) decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company will include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets will be determined as follows:

(a) In principle, Company's investments will be valued on the basis of their fair value. Such fair value will be determined by using the criteria corresponding to the valuation guidelines and principles set out in the Valuation Guidelines for Private Equity and Venture Capital published by the British Venture Capital Association (BVCA), the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) published by the International Private Equity and Venture Capital Valuation Board in September 2009 or as amended at any more recent date and in compliance with accounting regulations applicable on the Valuation Day. In the event of discrepancy between the recommendations of the BVCA and the IPEV, the recommendations of the BVCA will prevail.

(b) Shares in unquoted instruments, shall be valued on the basis of the General Partner's valuation models, including earnings multiples and discounted cash flow models. In order to determine the most appropriate valuation model, the General Partner will take into account the following criteria: (w) the original acquisition cost and the recent developments carried out since the acquisition of the relevant investment; (x) the recent transactions operated in similar investments; (y) transactions completed by third parties in comparable instruments; and (z) reliable indicative offers from potential buyers.

(c) Shares in Underlying Investments shall be valued at their last available price or latest official net asset value, as reported or provided by such Underlying Investments or their administrator. In the event such information is not available at the reporting date, then the valuation will be based on the latest net asset value available at such date.

(d) The value of securities which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange or on any active regulated market shall be based on the latest available price published or, if appropriate, on the bid price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities.

(e) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate to reflect the true value thereof;

(f) Liquid assets and money market instruments may be valued at fair value plus any accrued interest..

(g) Swap contracts will be valued at the market value fixed in good faith by the General Partner and according to generally accepted valuation rules that can be verified by auditors. Asset based swap contracts will be valued by reference to the market value of the underlying assets. Cash flow based swap contracts will be valued by reference to the net present value of the underlying future cash flows.

(h) In respect of shares or units of an investment fund held by the Company, as in the event of an Underlying Investment, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the General Partner may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(i) If, since the day on which the latest net asset value was calculated, events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of shares or units in other investment funds held by the Company, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value.

(j) The value of any security which is dealt principally on a market made among professional dealers and institutional investors shall be determined by reference to the last available price.

(k) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the General Partner may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(l) Any assets or liabilities in currencies other than the reference currency of the Sub-Funds will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other first class financial institution.

(m) In circumstances where the interests of the Company or its Shareholders so justify, the General Partner may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Fund's assets, as further described in the Sales Documents.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares in Underlying Investments since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the General Partner, such change of value. The General Partner, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 25 are rules for determining Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company will include (without limitation):

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, structuring fees, incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees (if any));
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company will take into account all expenses payable by the Company which will comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/advisers or external valuers (if any), including performance fees, carried interest (if any), fees and expenses payable to its depository and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, any advisory committee, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing Share certificates, if any, and the costs of any reports to the Shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding Shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of identifying, va-



luating, buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities will be allocated in the following manner:

(a) if a Sub-Fund issues Shares of two (2) or more Classes, the assets attributable to such Classes will be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

(b) within any Sub-Fund, the General Partner may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(c) the net proceeds from the issue of Shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of Shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of Shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective Net Asset Values, or in such other manner as the General Partner, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class will be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles, as further specified in the Sales Documents.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, will be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 9 will be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore will be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company will be treated as being in issuance as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore will be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset will be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired will be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset will be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered will not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value will be estimated by the Company.

**Art. 26. Co-Management and Pooling.** The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two (2) or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the Sales Documents.

**Art. 27. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue of Shares.** The Company may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund and in consequence the issue, redemption and conversion of Shares of such Sub-Fund(s) in any of the following events:

The General Partner or any of its agents may suspend the determination of the Net Asset Value of the shares in any Sub-Fund and any issue, redemption and conversion of Shares (if permitted) of such Sub-Fund(s) in any of the following events:

(a) when the valuation or Net Asset Value of any investment of the Sub-Fund, in which the Sub-Fund invests a substantial part of its assets, is itself suspended or cannot be determined accurately so as to reflect the fair market value of the assets of the Sub-Fund as at the Valuation Day;

(b) when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Sub-Fund is quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(c) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Sub-Fund would be impracticable;

(d) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments or the current prices on any market or stock exchange; or

(e) during any period when the Company is unable to repatriate funds or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

(f) for any other reason, determined by the General Partner, within its sole but reasonable opinion, when the General Partner believes that such suspension is necessary, according to the Shareholders' interests, when the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained. Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the Shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, conversion or redemption of Shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription, redemption or conversion of Shares (when permitted) is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund, in which case Shareholders may give written notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company prior to the lifting of the period of suspension, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

### **Title VIII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 28.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation will be carried out, in accordance with the provisions of the laws of Luxembourg, by one liquidator (if a legal entity although duly represented by one or more physical persons) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of Shareholders resolving upon such dissolution on proposal of the General Partner. Such meeting will determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

**Art. 29. Merger of Sub-Funds or Classes of Shares.** In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of Shares has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of Shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class of Shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Class of Shares or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares issued in such Sub-Fund or Class of Shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision will take effect. The Company will publish a notice to the holders of Shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless the General Partner decides otherwise in the interests of, or in order to ensure the equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or Class of Shares concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their Shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

A general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, redeem all the Shares of that Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in accordance with Luxembourg laws and regulations with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-

Fund") and to redesignate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of Shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a non EEA based undertaking for collective investment, such decision will be binding only on the Shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company or to another Investment Fund or to another sub-fund within that other Investment Fund may be decided upon by a general meeting of the Shareholders, upon proposal from the General Partner and with its approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, except when the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg Investment Fund of the contractual type ("fonds commun de placement") or a non EEA based Investment Fund, in which case resolutions shall be binding only on the Shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of the amalgamation.

### **Title IX. General provisions**

**Art. 30.** All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies as amended, the Law of 2007 and the Law of 2013.

**Art. 31.** Any prospective or existing Shareholder (an "Investor" or collectively the "Investors") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no sidepocketing, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles and/or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to the Company's or its AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category or Class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

A Preferential Treatment is not necessarily assorted with the so-called "most favoured nation" clause in favour of all Investors, meaning that, unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more Investors have been accorded a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing Investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this Investor, all criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this Investor are similar to any of the Investors to whom this Preferential Treatment has been accorded.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of

the Information Means listed in Article 32 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

**Art. 32.** Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Sales Documents, offering or marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form (where appropriate), (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's Sales Documents or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with applicable laws and regulations may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Sales Documents or at the Company's or AIFM's registered office.

#### *Subscription and payment*

The subscribers have subscribed for the number of Shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscriber	Management Share	Ordinary Shares	Subscribed Capital
1) Massena Private Investments GP . . . . .	1	0	EUR 1,000
2) Massena Private Investment Limited . . . . .	0	30	EUR 30,000
Total . . . . .	1	30	EUR 31,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3, and 26-5 of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

#### *General meeting of shareholders*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

#### *First resolution*

The following is elected approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) until the next general meeting of Shareholders:

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator B.P., L - 1014, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Second resolution*

The registered office of the Company is fixed at 2, rue d'Alsace, L- 1122 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: A. CHAUVAC, J. KOLBET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 11 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18219. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff.* (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015105084/810.

(150115755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

---

**Sorbier S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 178.673.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096332/9.

(150106240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Strapar Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2433 Luxembourg, 2, rue Nicolas Rollinger.

R.C.S. Luxembourg B 25.189.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096341/9.

(150106450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Swiss Life Immo-Arlon, Société Anonyme.**

Siège social: L-8008 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 84.344.

---

Le Bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015096342/9.

(150106742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Melly S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 182.149.

---

*Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 15 juin 2015*

En date du 15 juin 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes;

- de révoquer Monsieur Patricio Tomàs BALMACEDA TAFRA de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Monsieur Paul LE BAULT DE LA MORINIÈRE, né le 21 décembre 1982 à Paris, France, résidant à l'adresse suivante: 1, rue Lamartine, L-1914 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Davor LUKSIC, gérant de catégorie A

- Monsieur Jose Ignacio BULNES LEON, gérant de catégorie A

- Monsieur Karl Josef HIER, gérant de catégorie A

- Monsieur Paul LE BAULT DE LA MORINIÈRE, gérant de catégorie A

- Madame Céline BONVALET, gérant de catégorie B
- Madame Chantal MATHU, gérant de catégorie B
- Madame Betty PRUDHOMME gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Melly S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015096891/27.

(150107693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Teal Brackmills S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 81.225.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 750 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096343/18.

(150106345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Corby S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 4.157.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 78.060.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 207.850 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096344/18.

(150106341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Darlaston S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 2.300.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 70.944.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 115.000 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du

Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096345/18.

(150106344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Doncaster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.987.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 750 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096346/18.

(150106340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Hams Hall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 800.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 70.890.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 40.000 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096348/18.

(150106343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Teal Rugeley S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.989.

—  
EXTRAIT

En date du 12 juin 2015, l'associé unique de la Société, Teal Bidco S.à r.l. a transféré l'intégralité des 750 parts sociales émises par la Société à New Teal Bidco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, ayant un capital social

de GBP 15.000 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 196.835. New Teal Bidco S.à r.l. devient de ce fait l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2015096351/18.

(150106338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

---

**Bristol-Myers Squibb Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 8.921.771.125,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 89.589.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 17 juin 2015, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission des gérants B suivants à compter du 17 juin 2015:

Monsieur Franciscus W.J.J. Welman, né le 21 septembre 1963 à Heerlen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Madame Stéphanie Jung-Schut, née le 24 novembre 1975 à Metz, France, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

- Nomination des gérants B suivants à compter du 17 juin 2015:

Monsieur Robert Jan Schol, né le 1<sup>er</sup> août 1959 à Delft, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Monsieur Fabrice Rota, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin, France, avec adresse professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Gary Lewbel, gérant A;

- Brian O'Grady, gérant A;

- René Varil, gérant A;

- Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, gérant B;

- Robert Jan Schol, gérant B;

- Fabrice Rota, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick L.C. van Denzen

*Gérant B*

Référence de publication: 2015096527/29.

(150108004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

---

**Arjufra Group Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 152.288.

EXTRAIT

Il résulte de résolutions écrites du gérant datées du 15 mai 2015 que la société à responsabilité limitée Arjufra Group Holding S.à r.l. a transféré son siège social du 26 rue de Cessange, L-1320 Luxembourg au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015097992/12.

(150108366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

---